

CENTRE D'HÉMODIALYSE DE BOUIRA

Les malades réclament une meilleure prise en charge à Aïn-Bessem

Ouvert depuis seulement septembre dernier au niveau de la polyclinique située à la sortie sud de la ville de Aïn-Bessem, le centre d'hémodialyse vit ces derniers jours un ensemble de problèmes.

En effet, selon les patients que nous avons rencontrés ce mardi sur les lieux, la salle où sont installées les machines de dialyse a été envahie ce lundi par les infiltrations d'eau de pluie depuis la dalle au point où toute manipulation était devenue un risque tant pour les 6 machines achetées à coups de milliards de centimes que pour les 27 patients qui se relaient et qui risquent des électrocutions.

Face à ces risques, les responsables chargés de la gestion de ce centre ont aussitôt débranché les machines et saisi leurs responsables hiérarchiques pour orienter les malades vers le

centre d'hémodialyse de Bouira où les patients devaient être pris en charge après leur transfert entre 17h et 20h.

Or, les patients que nous avons rencontrés se plaignent justement de ces transferts. D'après eux, le transport depuis l'hôpital de Aïn Bessem qui leur a dégagé une ambulance n'était pas suffisant. Plusieurs patients ont été donc contraints de louer des véhicules pour se déplacer. Et les patients qui ont été enfin pris en charge à Bouira entre 22h et 2h du matin se sont retrouvés livrés à eux-mêmes une fois revenus à Aïn-Bessem vers 3h du matin. Sur ce point d'ailleurs, les patients reprochent à

la Casoral son refus de conventionner plus d'un privé afin de transporter les malades vers leurs lieux de résidence situés souvent en zones rurales éparses ou dans les autres communes et daïras relevant de la circonscription de ce centre comme El-Hachimia et Bir-Ghbalou.

En outre et toujours au chapitre des problèmes rencontrés par ces malades, il y a le repas qui ne leur est pas servi au niveau du centre. Les malades se contentent d'une compensation de 100 DA par séance, soit quelques 1 300 DA pour les 13 séances mensuelles, qu'ils perçoivent auprès de la Casoral alors qu'au niveau des autres centres de la wilaya, le menu servi est un repas complet estimé à 300 DA.

Enfin, un autre problème concernant le manque d'un

technicien spécialisé pour la réparation des machines a été soulevé par les malades. Sur ce point, le seul responsable que nous avons rencontré s'est refusé à tout commentaire, en nous rappelant qu'il n'est qu'un simple infirmier qui branche et débranche les machines après avis du médecin néphrologue qui travaille au niveau du centre.

Cela étant, rappelons que la salle des machines où des réparations au niveau de la dalle ont été effectuées ce lundi, a été rouverte après la protestation des malades qui ne pouvaient plus supporter le calvaire de ces déplacements vers Bouira. D'après eux, la solution réside dans les travaux d'étanchéité afin que les infiltrations cessent définitivement mais aussi et surtout dans une meilleure attention de la part de la DSP.

Y. Y.

TIZI-OUZOU

Grève à l'école paramédicale

A Tizi-Ouzou, on ne compte plus les écoles, instituts et autres facultés qui subissent qui un mouvement de protestation «classique» qui une grève de la fin, comme c'était le cas il y a quelques jours au département de langue française de l'université de Tizi-Ouzou.

Hier, c'était autour des étudiants de l'école paramédicale de Tizi de monter au créneau en organisant une journée de protestation assortie d'une grève.

A en croire certains de leurs camarades, les étudiants de l'école sont surtout outrés par le comportement de l'administration à leur égard. «Nous nous sentons opprimés, humiliés, touchés dans notre dignité par l'abus excessif du pouvoir exercé par l'administration»,

écrivent-ils dans une déclaration liminaire avant de s'étaler sur toute une liste de revendications.

Dans tous les cas, s'ils savent que ce qu'ils réclament ne sera pas entièrement satisfait, ils assurent qu'ils ne sont pas près de lâcher prise. Des revendications qui, à suivre leur argumentaire, garantiraient «un nouveau départ pour leur école et, ainsi, assurer à tous les étudiants une formation digne du nom».

Leur plateforme de revendications, les étudiants de cette école l'ont divisée en quatre chapitres. Pour ce qu'ils appellent «le volet sanitaire», ils exigent une vaccination obligatoire contre l'hépatite B (HBV) pour tous les étudiants ainsi que la prise de mesures de protection et d'information dans le milieu hospitalier. Sur le plan pédagogique, entre autres revendications, ils réclament «un bon encadrement au niveau des services du CHU» et le retour aux soutenance de thèses

ouvertes. Aussi fourni, le volet social de la plateforme de revendications va de l'exigence de la prise en charge – internat et restauration – des étudiants de 3e année affectés au CHU par l'école, à la rénovation des douches en passant par la revendication d'accéder librement au 3e étage de l'école et son interdiction à toute personne non scolarisée. Le droit de recevoir des visiteurs, l'enrichissement des moyens de distraction et la programmation de sorties pédagogiques sont quelques-unes des exigences étalées à travers la plateforme transmise à la direction de l'école, hier, par les représentants des étudiants qui assurent être prêts à assumer leurs responsabilités jusqu'à ce que la vie au sein de l'école paramédicale soit digne de ce qu'elle doit être.

A. M.

BOUMERDÈS

L'ancien maire de Khemis-El-Khechna condamné à 5 ans de prison ferme

L'ex-P/APC de Khemis-El-Khechna, Z. Rachid, élu en 2002 sur la liste FLN, a été condamné, en première instance, par le tribunal correctionnel de la ville de Boumerdès à 5 ans de prison ferme et 200 000 DA d'amende.

Deux de ses anciens vice-présidents ont écopé chacun de 2 ans de prison ferme et 200 000 DA d'amende. L'ancien directeur du marché de gros de fruits et légumes de la même ville, H. Ali, et un ancien comptable de cette commune ont été, quant à eux,

condamnés respectivement à 5 ans et 1 année de prison ferme. Six entrepreneurs se sont vus infliger 2 ans de prison avec sursis, 7 autres personnes ont été acquittées.

Pour rappel, les personnes impliquées dans cette affaire ont

été mises en examen par le juge d'instruction du tribunal de Boumerdès début mai 2008. Faisant référence à la loi 06/01 portant prévention et lutte contre la corruption, le procureur de la République avait, rappelons-le, requis, lors du procès qui s'est déroulé en milieu de semaine, 10 ans de prison ferme contre les principaux accusés dans ce dossier. En plus de passations illégales de marchés publics, les mis en cause se voient reprocher également le délit de

détournements de deniers publics. Et pour cause, selon l'accusation, l'ancien P/APC, l'ordonnateur de la gestion des biens communaux, a signé des factures d'achats fictifs de buses en béton. Le préjudice a été estimé par la partie civile à 2 millions de dinars.

Le fournisseur de ces buses n'était autre qu'une entreprise appartenant juridiquement à l'épouse de Z. Rachid, l'ex-P/APC. Le comptable de la commune est donc accusé de complicité de faux et usage de faux.

L'administration des services des domaines de la wilaya de Boumerdès a aussi poursuivi en justice l'ex-P/APC pour s'être emparé illégalement d'un terrain domanial. En effet, celui-ci a sollicité l'accord de l'ancien wali afin d'occuper, pour des raisons sécuritaires, un logement «bien de l'Etat». Une fois l'accord obtenu, il s'est approprié 200 m2 de terres domaniales mitoyennes à la bâtisse pour y ériger sa propre villa.

Abachi L.

BRÈVES

Arrestation d'un dealer à Souk-Ahras

La brigade de Gendarmerie nationale de Souk-Ahras a présenté le 7 février dernier devant le procureur de la République près le tribunal de Souk-Ahras une personne pour détention et commercialisation de psychotropes qui sera écrouée.

Le 5 février à 19h30, les gendarmes de la section de la sécurité et d'intervention de Souk-Ahras ont interpellé au centre-ville de Souk-Ahras le mis en cause qui était en possession de 88 comprimés de psychotropes de différentes marques.

Atteinte à l'économie nationale à Djelfa

Le 8 février dernier, les gendarmes de la brigade territoriale de Messaâd, en service de police de la route sur la RN01, ont interpellé une personne qui transportait à bord d'un véhicule 218 cartouches de cigarettes de différentes marques, 500 sacs de tabac à chiquer et 500 boîtes d'allumettes, sans facture. La marchandise a été remise aux services des Domaines de Messaâd.

Trafic d'armes et de munitions à Sétif

Agissant sur renseignements et en vertu d'un mandat de perquisition, les gendarmes de la compagnie territoriale de Bir-El-Arch ont interpellé le 9 février une personne et saisi dans son domicile à la mechta El-Hebabla, commune de Ballaâ, un fusil de fabrication artisanale avec 59 cartouches de calibres 12 et 16 et 590 g de chevrotine, détenus illégalement.

GESTION DES SALLES DES FÊTES À ORAN Vers la création d'une fédération nationale

Une fédération nationale des gérants des salles des fêtes sera créée prochainement, a-t-on appris lors des travaux d'une rencontre régionale des gérants des salles des fêtes organisée mardi à Oran, en présence de membres de la commission nationale préparatoire du congrès constitutionnel de cette fédération relevant de l'UGCAA.

Selon un membre de ladite commission, qui est intervenu lors de cette rencontre à laquelle ont pris part les gérants des salles des fêtes de sept wilayas de l'ouest du pays, le congrès qui donnera naissance à la fédération nationale en question se tiendra le 25 février courant à Alger.

Cette rencontre a été mise à profit par les participants pour soulever les problèmes auxquels fait face l'activité des salles des fêtes, tout en proposant des suggestions allant dans le sens de la modification de certaines lois régissant cette activité dont la loi de juin 2005, qui classe les salles des fêtes et de cinéma, les théâtres et les boîtes de nuit et autres dans la même catégorie.

Toutefois, la gestion des salles de cinéma et les théâtres est régie par des mesures particulières, a-t-il dit.

Un gérant de salles des fêtes a souligné, dans ce contexte, qu'il faut gérer toute les salles des fêtes de la même manière dont sont gérées les salles de cinéma et de théâtre, en ajoutant que la célébration des fêtes dans ces lieux fait partie désormais de la culture algérienne et ses traditions.

Les gérants présents à ce rendez-vous ont préconisé, en outre, la modification d'autres articles dont celui interdisant aux jeunes filles de moins de 25 ans de travailler dans ces salles, avant de demander le prolongement à une durée non déterminée de l'agrément de gestion des salles des fêtes.

La loi fixe la durée d'exploitation à deux années, chose qui n'encourage nullement les propriétaires de salles des fêtes à investir davantage, a souligné un participant, qui a suggéré aussi que l'agrément soit au nom de la salle et non pas au nom de son propriétaire.

Plus de 1 600 salles des fêtes sont recensées au niveau national.

APS

Le vice-président de l'APC de M'chedallah nous écrit

L'affaire traitée au niveau du tribunal de Bouira ce dimanche et rapportée par le Soir d'Algérie en page 9, dans son édition n°5542, concernait en fait une affaire de falsification de documents dont l'auteur est un entrepreneur qui a reconnu les faits retenus contre lui devant le juge, à savoir falsification de date de validité pour la qualification professionnelle.

Cela, tout en reconnaissant la non-complicité du vice-président. Ce dernier n'a en fait légalisé le document en question qu'au même titre que tous les autres documents d'état civil, lesquels papiers sont

ensuite systématiquement visés par un agent d'état civil. S'agissant de la plainte déposée par l'APC, celle-ci l'a été contre l'entrepreneur fautif et non contre X. En outre, durant le procès, il a été clairement établi que le vice-président n'est poursuivi ni pour complicité ni pour faute professionnelle tant le dossier a été examiné par une commission d'attribution des marchés. Enfin, nous avons entière confiance en la justice de notre pays pour trancher définitivement dans cette affaire.

P/Le vice-président de l'APC de M'chedallah Kaci Idir